

**MAIRIE
de MONTFORT SUR ARGENS**

**NON OPPOSITION A UNE DECLARATION
PREALABLE**
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

ARRÊTE n° 2025U/083

Demande déposée le 10/09/2025	
Par :	Commune de Montfort-sur-Argens
Représentée par :	Monsieur AUDIBERT Eric
Demeurant à :	7 rue de la Rouguière 83570 MONTFORT SUR ARGENS
Et par :	ARC'H
Représentée par :	Monsieur HOUBEN Patrick
Demeurent à :	28 Place Saint-Pierre 83170 BRIGNOLES
Sur un terrain sis à	LE PIGEONNIER D 751 (446 m²)
Nature des Travaux :	Modification d'une ouverture en façade Sud Est

N° DP 083 083 25 00026

DESTINATION : Service public

Le Maire de la Ville de MONTFORT SUR ARGENS,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU l'article R 423-24 du Code de l'urbanisme,

VU les articles L.341-1 et R.341-9 du code de l'environnement et R.425-30 du code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Montfort-sur-Argens, approuvé par DCM le 19/12/2007, révisé le 12/07/2011 et le 13/02/2020, et la situation du projet en zone Ue,

VU la délibération du conseil municipal n°2011/90, en date du 18/11/2011 instituant le taux de la taxe d'aménagement à 5 % sur la zone concernée par le projet,

Vu l'arrêté municipal 2020/066 en date du 28/05/2020, portant délégation de fonctions et de signature à Mme Frédérique ROUSTANG, première adjointe,

VU le permis de construire n° 08390BC011 accordé le 30/04/1991, à la SCI « Le Pigeonnier » représentée par Monsieur Chatel pour la construction d'une maison de retraite,

VU le permis de construire n° 8308394BC001 accordé le 19/04/1994, à la SCI « Le Pigeonnier » représentée Monsieur Chatel, pour l'extension de la maison de retraite,

VU la déclaration préalable n° 08308319B0027 accordée le 05/11/2019, à la Commune de Montfort-sur-Argens représentée par Monsieur AUDIBERT Eric, pour une modification d'ouverture,

VU la déclaration préalable présentée le 10/09/2025 par la Commune de Montfort-sur-Argens représentée par Monsieur AUDIBERT Eric et la SARL ARC'H, représentée par Monsieur HOUBEN Patrick,

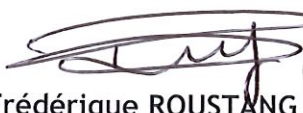
VU l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France daté du 03/10/2025,

A R R E T E

ARTICLE UNIQUE : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition .

MONTFORT SUR ARGENS, le 17 octobre 2025

Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée à l'urbanisme


Frédérique ROUSTANG



Date d'affichage de la demande : 12 septembre 2025

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une

demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

« Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R.421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

